

Publié le 11 avril 2023

Carole Zielinski : « La SemOp permet une gouvernance politique de nos DSP »

Présidente de la SemOp Strasbourg Centre Energie (SCE), Carole Zielinski, par ailleurs adjointe à la maire de Strasbourg en charge de la démocratie locale, les initiatives et la participation citoyennes, la citoyenneté européenne et conseillère de l'Eurométropole de Strasbourg, fait le point sur les premiers pas de cette SemOp créée il y a presque un an.



Pouvez-vous nous rappeler pourquoi cette SemOp a été créée ?

La décision avait été prise avant le mandat en cours. Lors du renouvellement de la DSP, la question s'est posée du sens politique de la gouvernance du réseau strasbourgeois. Sur un sujet aussi sensible, il est important que l'élue que je suis soit dans un suivi permanent et pas seulement toutes les années à travers le bilan établi par le délégataire privé. L'objectif est clair : exploiter les réseaux et accélérer leur développement.

Quelle est la situation actuelle ?

Il y a plusieurs réseaux de chaleur sur Strasbourg et dans la métropole. Nous nous concentrons sur celui du centre-ville. A la reprise du réseau de chaleur par **Strasbourg Centre Énergie** en 2022, ce dernier produisait 63 % d'énergie renouvelables, pour 25 000 équivalents-logements. A ce jour, **notre réseau de chaleur SCE injecte 66 % d'énergies renouvelables, réparties comme suit : 45 % de biomasse, 21 % de chaleur fatale de l'incinérateur Sénerval**. Le reste provient de la part du gaz que nous achetons, soit 34 %. L'objectif étant de faire diminuer progressivement cette part dans ce mix énergétique.

Quelle est la feuille de route de la SemOp ?

A la fin de la délégation **d'ici 2042, nous allons distribuer de l'énergie pour environ 15 280 équivalents-logements supplémentaires**, pour un taux d'EnR estimé à 80 %. Au total, SCE devrait investir 100 millions d'euros pour moderniser et étendre le réseau de chaleur, d'ici 2042.

Comment se répartit le conseil d'administration de SCE ?

51 % des voix pour R-CUA, 34 % pour l'Eurométropole de Strasbourg (soit 4 élu.es dont l'un.e préside le conseil d'administration) et 15 % de la Banque des Territoires. **R-GDS est une société d'économie mixte dont l'actionnaire majoritaire est la Ville de Strasbourg (50,1 %)**, aux côtés du Groupe Caisse des Dépôts (25 %) et du Groupe Engie (24,9%). R-CUA est une filiale de R-GDS. C'est R-CUA qui a répondu à l'appel d'offre de la collectivité, en proposant le recours à l'outil SemOp.

Comment la jeune présidente de la SemOp que vous êtes (Ndir, 27 ans) découvre-t-elle cet univers ?

Mon parcours personnel passe par des études de droit et un militantisme environnemental. J'avais travaillé sur la qualité de l'air à Strasbourg. Je ne découvre pas complètement les Epl. **J'estime que la coopération public-privé apporte des solutions de plus en plus efficaces aux collectivités**, heureuses de disposer d'outils mêlant à la fois le savoir-faire du privé et l'indispensable nécessité de la gouvernance politique. Le temps où l'on passait une DSP pour ne plus se soucier de ce qui se faisait est révolu. Cette gouvernance partagée, d'autant plus avec R-CUA, filiale de la Sem R-GDS, assurera une plus grande fluidité sur ce dossier.